L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 78. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 1er DECEMBRE 1874. 48me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN, 1er DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

PAR E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan :—Bottes, souliers et bruyères.

Par A. Gérard, rue Bourbon, Nos 12 et 14, objets de fantaisie.

Par D. E. Morphy, rue Ville-Lévée, en face du bureau de Poste, quincaillie, limes, selles, &c.

Par Foulman, Marks & Co., au No 45, de la rue Chartres—Cottes, souliers et objets divers d'habillements.

Jouets, Jouets.—Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Quincaillerie, &c.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy.

SPECTACLES.

Mardi, 1er décembre 1874.

OPERA.—Le Trouvère.

ACADEMIE.—Humpty Dumpty avec la grande troupe de Fox.

VARIETES.—Spartacus.

ST CHARLES.—Faiseur.

LES TEMPLIERS.

La Franc-maçonnerie.

Les Templiers, qui se réunissent en ce moment dans notre ville, ne constituent pas un ordre distinct de la Franc-Maçonnerie. Ce sont des francs-maçons d'un degré élevé dans la hiérarchie qui compte 33 degrés. Les templiers modernes ne se rattachent donc que d'une façon indirecte aux Templiers dont l'ordre fut aboli par le pape Clément V et par le roi de France Philippe-le-Bel.

L'ordre des francs-maçons a-t-il été créé par les Templiers ou bien les débris des Templiers persécutés se sont-ils rattachés à une société déjà existante, c'est ce qui ne saurait être déterminé d'une façon bien précise. Le mystère dont s'entourait la franc-maçonnerie au moyen âge, a pu faire croire à l'existence de sociétés distinctes de Rose-Croix, de Templiers, alors que ces dénominations n'indiquaient que les grades élevés de la même société.

La même obscurité existe quant à l'origine de la Franc-maçonnerie qui se perd on ne sait dans la nuit de l'antiquité. On a prétendu qu'elle avait été fondée par les Templiers ; nous sommes portés à croire qu'ils n'ont fait que la propager en Europe après l'avoir trouvée eux-mêmes en Palestine où elle existe encore chez les Maronites. Gérard de Nerval, dans son voyage en Orient, donne la curieuse légende de la création de l'Ordre par les ouvriers qui construisaient le temple de Salomon après la mort de Hiram, Parcheminette du temple, par une partie des ouvriers convertis. La tradition s'est maintenue beaucoup plus pure chez les habitants du Liban que dans les sociétés maçonniques de l'Europe où elle a dû subir de nombreuses altérations.

Quelques auteurs font remonter l'origine de la maçonnerie aux mystères de l'Egypte et de la Grèce. D'autres écrivains, ennemis du merveilleux prétendent qu'elle doit tout simplement son origine à une confrérie de maçons constructeurs qui se commença à être connue qu'au XIIe siècle de l'ère chrétienne et à laquelle on devrait la construction des magnifiques basiliques du moyen âge. Ces architectes auraient débuté en Lombardie, puis se seraient répandus dans la Gaule et ensuite dans l'Allemagne à l'abbaye de Charlemagne, et enfin en Angleterre où ils formaient au XIe siècle une puissante corporation qui eut pour président le prince Edwin, frère du roi Athelstan. Ce serait à eux que serait due la construction de la cathédrale de Strasbourg au XIIIe siècle.

Selon cette version, cette association qui aurait eu d'abord uniquement pour but de tenir secrets les procédés de l'architecture, se serait peu à peu transformée par l'admission de personnes étrangères à la profession, et l'objet de la maçonnerie serait ainsi devenu la propagation de la fraternité.

C'est en Angleterre que l'on trouve les traces les plus anciennes de l'ordre maçonnique tel qu'il est organisé aujourd'hui. En 1237, tous les Lords étaient maçons ; en 1502 Henri VII se déclara protecteur de l'ordre et tint une loge dans son propre palais.

Le but apparent de la franc-maçonnerie a pour objet, d'après les statuts publiés par l'ordre lui même : "l'exercice de la bienfaisance, l'étude de la morale universelle et la pratique de toutes les vertus." Ce but est aujourd'hui, le seul que fi proposent les francs-maçons, mais le rôle politique et révolutionnaire qu'a joué la société dans les moyen-âge et les siècles qui ont précédé la grande révolution française, indiquent qu'en dehors des objets indiqués aux apprentis, aux compagnons et aux maîtres, la société poursuivait un autre but plus sérieux et qui ne s'accordait nullement avec le respect des autorités religieuses et politiques.

A un degré assez élevé de la maçonnerie, on fait fouler aux pieds par le néophyte une couronne et une tiare, et cette cérémonie indique trop clairement la guerre que les Templiers après la dispersion de leur ordre avait juré contre le pape Clément V et le roi Philippe le Bel. Plus tard, avec l'esprit philosophique moderne le but des attaques de la secte se généralisa et ce fut contre l'institution de la Papauté et contre celle de la Royauté que fut dirigée la propagande qui contribua à répandre en Europe l'esprit révolutionnaire dont 1789 fut la conséquence.

Un court historique de l'ordre des Templiers trouvera ici sa place.

L'ordre militaire et religieux des Templiers ou Chevaliers de la milice du Temple fut fondé, en 1118 à Jérusalem par Hugues des Payens, Geoffroy de Saint Adhémar et sept autres croisés français, dans le but de protéger les pèlerins. Baudouin II, roi de Jérusalem, leur donna d'abord une maison située près de l'Eglise et qui était jadis le Temple de Salomon, de là leur nom de Templiers. Ils faisaient les trois vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance et devaient vivre en moines. Mais bientôt des donations considérables et les profits que leur procura la guerre qu'ils faisaient aux infidèles, les rendirent très riches.

Après la chute du royaume de Jérusalem en 1187, ils se réfugièrent par toute l'Europe, y augmentèrent infiniment leur puissance, leurs richesses et leur juste réputation de bravoure ; il y eut même un pape, Innocent II, qui les combla de louanges et leur donna une croix rouge sur leurs manteaux.

Leur chef avait le nom de grand maître de l'ordre ; on l'appelait aussi maître dans les possessions particulières et ministres dans les provinces ; celles-ci, à leur tour se divisaient en grandes prieurés, prieurés et commanderies.

Tant de prospérité ne pouvait manquer de faire naître la jalousie et l'envie. Ils s'étaient, d'ailleurs, promptement corrompus ; leur orgueil, leur impiété et les vices infâmes dont quelques uns avaient rapporté, disait-on, de l'Orient fournissaient des motifs spécieux pour les perdre. Philippe le Bel saisit avec empressement l'occasion de s'emparer de leurs richesses. Le 13 octobre 1307, tous les Templiers qui se trouvaient en France furent arrêtés à la fois.

Jacques de Molay le grand maître de l'ordre qui se préparait à reprendre Jérusalem par les chrétiens et Gérard, visiteur, avaient été rappelé en France en 1305, sous un prétexte par le pape Clément V, qui désirait la suppression de l'ordre.

Après avoir reçu de très bon accueil, Jacques de Molay fut arrêté à Pimprez, le 24 avec les autres Templiers. Livré à d'horribles tortures, Jacques de Molay fit des aveux qu'il rétracta plus tard, et qui ne l'en firent pas moins condamner à être brûlé vif le 18 mars 1314 à la petite île du Pont neuf. Les trois principaux dignitaires de l'ordre subirent le même sort en même temps que le grand maître. Templiers avaient été brûlés le 12 mai 1310.

Le dépôt de la tradition, avant de mourir, Jacques de Molay cita à jour fixe devant le tribunal de Dieu, le Pape et le Roi qui moururent effectivement la même année en 1314. Toutes les formes de la justice avaient été violées dans le procès des Templiers et l'histoire a flétri la barbarie.

A partir de la mort de Molay et de la dispersion des Templiers, l'ordre cessa d'exister publiquement, mais il n'en continua pas moins à maintenir une organisation secrète conservant les formes et les grades de l'institution primitive. Avant de mourir, Jacques de Molay avait désigné pour lui succéder comme grand maître Jean Marc Larmiens, dont les successeurs ont été désignés suivant les formes prescrites par les statuts de l'ordre. Nous publions plus loin la liste des grands maîtres jusqu'à 1838.

La franc-maçonnerie s'étant divisée en rite d'York et en rite Ecossais, il se peut qu'une division analogue se soit opérée dans l'ordre des Templiers. En tous cas, les Templiers convoqués en ce moment à la Nouvelle-Orléans, doivent tous du rite d'York, si nous ne nous trompons.

L'ordre n'a plus de militaire que le costume, et les sentiments anti-religieux attribués aux francs-maçons, ne paraissent pas appartenir aux maçons du rite d'York qui ont une Bible dans chaque loge et qui appartiennent presque tous à une église protestante.

La franc-maçonnerie aux Etats-Unis, n'a, sans aucun doute, d'autre objet qu'un but de bienfaisance, et les honnêtes citoyens, qui portent le costume de Templiers, n'ont aucune disposition hostile envers le successeur de Clément V ; nous ne parlerons pas de celui de Philippe-le-Bel qui n'est rien de moins qu'un vendu et n'a aucune autorité politique, ni aux autorités religieuses, et leur arrivée dans la ville du Croissant ne peut être que l'occasion d'un échange agréable de relations avec leurs frères en maçonnerie et avec toute une population qui est disposée à leur accorder une hospitalité très cordiale. Qu'ils soient donc les bienvenus et puisse leur séjour les servir à resserrer les liens de fraternité entre les différentes sections de l'Union !

L'INAUGURATION DE LA NOUVELLE ADMINISTSATION.

Nous publions plus loin l'adresse d'adieux du maire Wiltz, celle du nouveau maire élu, J. C. Leeds, et une adresse du Conseil aux contribuables et aux citoyens.

Le temps nous manque pour donner nos commentaires sur ces documents, mais nous recommandons à l'attention de nos lecteurs l'admirable adresse du maire Leeds, dont chaque mot est marqué au cachet du bon sens et de l'honnêteté. Nous avons quelques réserves à faire sur l'adresse aux contribuables qui, selon nous, est un être conçue dans un esprit et dans un langage différents.

MANUFACTURE DE TABAC DE J. P. SARRAZIN.

Nous venons de visiter la manufacture de tabac de notre voisin, M. J. P. Sarrazin rue de Chartres, encoignure Conti, et nous devons avouer qu'avant cette visite nous n'avions qu'une idée imparfaite de l'importance de cet établissement industriel. Après avoir admiré, dans le magasin de détail, la jolie collection de pipes d'ivoire, de porte-cigares, de porte-cigarettes, de tabatières et d'autres objets à l'usage des fumeurs, dont M. Sarrazin vient de recevoir un assortiment varié, nous avons passé par l'entrepôt situé au rez-de-chaussée, où est également la machine à vapeur qui fournit la force motrice aux différentes machines. Au premier étage, nous avons vu les séchoirs où on étale le tabac avant qu'après les diverses opérations qu'il subit, puis les machines à couper le tabac du système Pease, les meules qui servent à pulvériser le tiffan coupé, opération qui se renouvelle fréquemment, les moulins à réduire le tabac en poudre pour les priseurs etc.

Au premier étage sont également les ateliers où des ouvriers déroulent et préparent les feuilles ou les coupent avant qu'elles passent aux machines. Au second étage sont d'autres ateliers et séchoirs, l'imprimerie où s'imprime et les papiers d'enveloppe, et d'immenses quantités de récipients en bois ou en terre pour recevoir ou expédier le tabac à fumer, à chiquer ou à priser. Il se prépare des tabacs de toutes les qualités et pour tous les goûts, Maryland, Virginie, Parfume of the South, Reliance, Rough and Ready, Périque, Nec plus ultra, pour les fumeurs, et le *Delight* et autres pour les chiqueurs. La fabrication de tous ces tabacs emploie cinq à six cents boucauts de tabac annuellement.

Au No 69 de la rue Conti se trouvent les écuries et remises, l'établissement occupant journellement cinq voitures, au premier est une vaste fabrique de cigares dirigée par Jos. Queyron.

Outre ces deux fabriques, M. Sarrazin a encore un magasin de vente rue Peydras No 65. Il occupe dans ces trois établissements un personnel nombreux et il dirige son industrie avec une habileté qu'attestent l'étendue de ses relations et son succès croissant.

Nous recommandons aux visiteurs étrangers qu'intéresse l'industrie du tabac la manufacture de M. Sarrazin et nous signalons à l'attention des personnes de goût sa collection d'articles de fantaisie pour fumeurs et priseurs.

PROJET DE LOTERIE A PARIS.—Une dépêche de Paris du 24 novembre annonce que le Conseil municipal a adopté le plan proposé par le Préfet de la Seine pour une loterie montant à quarante-quatre millions de francs.

BAL DE TEMBLIERS A BORD DU GREAT REPUBLIC.—Nous avons reçu une invitation de la commanderie d'Ascalon, de St-Louis, pour nous rendre demain soir à neuf heures à bord du Great Republic, où il y aura bal. Nos remerciements à qui de droit.

TEMPLIERS, TEMPLIERS—Les templiers portent bonheur à ceux qui ont encore à acheter leurs vêtements d'hiver. Les magasins des cent mille paletots, Vieille-Levée 197 et 199, en face du Marché Français, annoncent qu'à partir du 1er décembre ils ne vendront plus d'habits, mais qu'ils les donneront au prix coutant, payé comptant. Ainsi, bien que les Templiers nous arrivent du Nord pour la plupart et des pays de fabrique, ils trouveront ici des vêtements à ainsi bon marché que partout ailleurs ; ils en trouveront surtout de fort bien faits, de très nouveaux et d'une élégance supérieure et auront le plaisir de pouvoir dire chez eux, à leur retour :

Voici ce que nous avons acheté à la Nouvelle-Orléans. Voyez comme c'est bon, comme c'est chaud, et comme c'est bien fait, et pourtant ce pardessus ne coûte que $4,00 c'est pour rien." Voyez l'annonce des 100,000 paletots pour les prix.

COLLEGE COMMERCIAL DE DOLBEAR.—A quelque époque que ce soit de l'année, les élèves sont reçus à ce collége qui leur donne à chacun une instruction particulière, indépendamment de toute classe. C'est ce qui explique la rapidité avec laquelle les élèves progressent. Les dames, comme les hommes et les jeunes gens, peuvent y suivre des cours d'écriture, d'arithmétique et de tenue de livres. Le collége Dolbear est situé rue du Canal, au troisième étage.

La Loterie, à numéros simples, Se tire le 5 décembre.

La Loterie, à numéros simples, Se tire le 5 décembre.

La Loterie, à numéros simples, Se tire le 5 décembre.

La Loterie, à numéros simples, Se tire le 5 décembre.

La Loterie, à numéros simples, Se tire le 5 décembre.

POUR TOUTES LES MALADIES DE FEMMES, —Rien d'égale "l'Ordonnance Favorite" du Dr. Pierce. C'est un puissant tonique et restaurateur. Combinant les plus précieux agents curatifs, spécialement convenables pour les femmes débiles, qui éprouvent des faiblesses dans les reins, des douleurs internes, des congestions, des inflammations, qui souffrent d'altérations ou de peines névralgiques. M. G. W. Seymour, droguiste, de Canton, N.Y., écrit au Dr. Pierce comme suit : "Je demande pour votre "Ordonnance Favorite." Elle en est maintenant à la troisième bouteille et elle peut faire quatorze vaches deux fois par jour." L'Ordonnance Favorite du Dr. Pierce se vend chez tous les droguistes.

La nouvelle administration municipale.

Le maire Leeds et les nouveaux administrateurs prennent possession de l'Hôtel de ville.

Hier était le jour fixé par le maire et les administrateurs pour la prise de possession de l'Hôtel de ville.

L'ex-maire Wiltz, en avait été averti par la communication suivante :

Nouvelle-Orléans, 29 novembre 1874.

Honorable L. A. Wiltz, maire de la Nouvelle-Orléans :

Cher monsieur,

Conformément à une résolution qui a été adoptée hier à une réunion des membres élus du nouveau Conseil municipal, j'ai l'honneur de vous informer que nous nous proposons de venir vous trouver lundi, le 30 du courant, à l'Hôtel de ville, pour prendre possession du gouvernement municipal.

Croyez-moi, monsieur, très respectueusement votre obéissant serviteur,

P. L. BOJNY,
Secrétaire par intérim.

Hier donc, vers midi, de nombreux groupes se sont formés devant l'Hôtel de ville, composés principalement d'employés en perspective, nommés par la nouvelle administration, qui sont impatients de voir de leurs propres yeux l'installation des nouveaux officiers du gouvernement de ville.

Messieurs Leeds, Pilsbury, Bonny, Brown, Landry, Bertoli et McCarthy ont été reçus dans le grand salon du maire où les attendaient pour les administrateurs de la veille. Ils se sont rendus ensuite en corps dans la salle du Conseil.

M. Wiltz a pris pour la dernière fois le fauteuil comme maire, Messieurs Fitzenreiter, Sturkens, Brewster, Calhoun, Turnbull et James Lewis allant s'asseoir aussi à leurs places habituelles, tandis que les nouveaux administrateurs se tenaient un peu en arrière en attendant que la place fut vidée.

M. Wiltz a annoncé que le but de la réunion était d'inaugurer le nouveau gouvernement qui allait succéder à celui dont le terme était fini, et il a demandé la permission de lire son message d'adieu.

Il va sans dire qu'on n'a pas eu l'idée de lui refuser cette permission, car c'est bien le moins qu'un maire qui se retire ait la satisfaction de faire ses adieux à ses amis en particulier et au public en général.

Le message une fois lu, sur motion de James Lewis, il a été résolu qu'il serait conservé dans les régistres.

M. Wiltz a prié alors le maire Leeds par la main et l'a conduit au fauteuil qu'il occupait ; chacun des ex-administrateurs en a fait autant pour son successeur.

M. Wiltz avant de se retirer s'est tourné du côté des personnes qui remplissaient la salle et leur a présenté le nouveau maire, en s'écriant qu'il était heureux de voir que le peuple de la Nouvelle-Orléans avait choisi un homme d'une intégrité reconnue pour représenter ses intérêts.

Cette petite cérémonie une fois terminée, le maire Leeds a lu son discours d'inauguration que nous ne pouvons trop recommander comme noblesse de sentiments, comme force et comme logique.

Sur motion de M. Burke, ce message est inscrit sur les régistres.

M. Pilsbury, administrateur du département des finances, a demandé alors qu'un comité de trois fût nommé pour préparer une adresse aux contribuables.

Le maire Leeds a désigné pour faire partie du comité M. E. Pilsbury, administrateur du département des finances, M. E. A. Burke, administrateur du département des améliorations, M. J. O. Landry, administrateur du département du commerce.

Le comité est resté absent vingt minutes et il est revenu avec un rapport qui a été soumis au conseil et approuvé.

La séance a été levée aussitôt jusqu'aujourd'hui à midi.

MESSAGE DU MAIRE WILTZ.

Mairie de la Nlle-Orléans,
29 novembre 1874.

Messieurs du Conseil :

Cette réunion officielle étant la dernière que nous devions avoir, vous me permettrez de présenter à tous les membres de ce Conseil et à chacun en particulier mes bien sincères remerciements pour la constante bienveillance et l'inaltérable confiance dont vous avez fait preuve à mon égard ainsi que pour le concours généreux que vous m'avez prêté.

Nos rapports officiels et personnels, depuis le premier jour de mon administration, ont été agréables et tels que de part et d'autre il régnait et la confiance réciproques que tous éprouvions les uns pour les autres. J'ai présidé plus de cent séances publiques du Conseil et autant d'autres particulières, qui toutes ont été marquées au coin de la plus parfaite harmonie. Des divergents d'opinions ont amené de nombreuses discussions auxquelles j'ai dû prendre part ; mais rien dans notre langage, dans nos manières, dans notre ton n'a jamais trahi la moindre acrimonie. La bonne entente et l'harmonie qui régnaient parmi nous ont été le résultat du respect que nous avions les uns pour les autres et de la conviction que nous avions que chacun de nous était animé du ferme désir de travailler aux vrais intérêts de la ville.

Nous nous sommes réunis ici comme amis ; nous avons agi comme tels, et comme tels nous nous séparons maintenant. Nos relations pendant deux années de tristesse, d'embarras et de malheurs ont été pacifiques parce que nous luttions ensemble contre toute espèce d'obstacles pour protéger les droits et sauvegarder le bien-être de nos concitoyens de la Nouvelle-Orléans. Animés d'un pareil esprit, nos Administrateurs ont eu maintes fois l'occasion d'exprimer leurs vues et de suggérer telles mesures qu'ils croyaient nécessaires, et tous, en pareil cas, ont été écoutés avec le respect qui leur était dû. Je ne croirai pas me tromper en affirmant que jamais assemblée délibérante composée comme la nôtre n'a montré, pendant un si long temps, une entente aussi cordiale, une courtoisie et une estime aussi réciproques, que celles qui régnaient parmi les membres du notre Conseil. Pendant tout le temps que nous avons exercé ensemble notre mandat, j'ai trouvé dans vos rangs des preuves réitérées de bienveillance dont je garderai toujours le souvenir avec une profonde reconnaissance.

Les deux années de votre administration ont été les plus sombres de l'histoire de notre ville. Vous avez commencé votre tâche si lourde et si pleine de responsabilité au moment où la prospérité mobilière et immobilière diminuait rapidement, et cette baisse de toutes les valeurs n'a fait que se développer depuis à la fin de votre administration. Vous avez si bien lus terms liés par une législation malveillante que vous n'avez pu ultrancier la ville de dépenses énormes. Vous l'avez trouvée chevauchée à une terrible mésaventure, celle de payer l'intérêt d'une effrayante dette de conversion. Des lois impérieuses vous ont forcé, pour acquitter cette dette, d'imposer les biens de nos concitoyens appauvris et luttant en désespérés contre la ruine. Les mêmes lois vous ont forcé de payer les bancs à leur échéance, et pour cela vous avez dû frapper d'une taxe de $1 50, payable comptant, chaque centaines de l'estimation des propriétés de vos commettants ; propriétés dont la valeur déclinait et disparaissait chaque jour.

Vous avez encore été obligés d'acquitter ou d'absorber une ancienne dette flottante de plus de $2,000,000, de défrayer les dépenses d'une police d'Etat relativement inutile dont le coût, dépassait qui s'élevait à environ $800,000, de pourvoir au nécessiteux entretien d'écoles publiques sur lesquelles la Législature ne vous laissait aucun contrôle, de percevoir et de [illegible] une commission pour [illegible] un impôt pour en payer les frais d'achat d'un Parc de ville parfaitement inutile à la Nouvelle-Orléans et dont personne ne voulait, désexciter bien des marchés onéreux conclus en vertu de lois de la Législature dans le monopolement et contrairement aux intérêts et au désir du peuple, de subdiviser à nombre de réclamations implacables ou de s'accumuler judiciairement, enfin de lutter contre toute espèce d'embarras qu'il serait trop long d'énumérer. Pour l'année 1874 la Législature vous a autorisés à différer le paiement des bons échus et de réduire par la taxe de ville d'un demi-dollar un pour cent. A l'exception de cette dernière et insuffisante mesure de soulagement, vous n'avez pu obtenir aucun secours de la Législature, malgré tous les efforts que vous avez faits, pendant deux sessions de l'Assemblée générale.

Pendant notre administration est survenue une crise financière dont le fardeau de la ville a beaucoup souffert et souffre encore. Mais même si cette paralysie commerciale n'eut pas atteint notre ville, la plus part des contribuables n'auraient pu payer leurs taxes. Des milliers d'autres, en état de payer, étaient découragés par la faillite des loyers tombés à rien ; aussi j'ai leur permettait à peine d'acquitter les taxes de ville et d'Etat, et qui se trouvaient en perte du côté de l'assurance et des réparations, sans compter la dépréciation de valeur. Beaucoup d'autres ont refusé ou ont négligé de payer leurs taxes parce qu'elles étaient imposées par une Législature hostile.

Il en est résulté que sur près de cinq millions dus à la ville, plus de trois millions auraient dû être payés il y a seize mois. Au lieu d'acheter à bas prix pour de comptant, vous avez été obligés de faire face aux pressants besoins de la corporation à des prix qui, pendant indéniablement les vendeurs, c'est-à-dire en soldant à un prix beaucoup plus élevé que celui du marché. C'est pourquoi, bien que vous n'ayez pas augmenté la dette de la ville, vous n'avez pu non plus la diminuer. Vos difficultés, n'ont fait qu'augmenter avec la baisse croissante du crédit de la ville. Vous avez monté la garde pendant les dernières heures de la nuit sombre de notre adversité, et vous quittez votre poste au moment où la lumière se fait et où un changement dans la composition de la Législature permet d'espérer un secours efficace de la part des Chambres ainsi que le rétablissement de la confiance.

Au nom du Conseil et en mon propre, je désire présenter mes bien sincères remerciements aux officiers employés dans nos divers départements pour la bienveillance qu'ils m'ont toujours témoignée et je me sens à rendre hommage à leur habileté, à leur zèle et à leur dévouement, ainsi qu'à la courtoisie dont ils ont constamment fait preuve envers les personnes qui avaient officiellement affaire à eux. J'aurai toujours pour eux la plus grande estime et le garderai de leur concours un souvenir reconnaissant. Je regrette beaucoup que la pauvreté de la ville ne leur ait pas permis de leur donner un traitement, prix de labeurs aussi onéreux, n'ont pas été payés depuis plusieurs mois, et qu'ils aient été contraints de vendre leurs titres à un compte de rabais. Nous avons souffert égalements l'un et l'autre, et je crois qu'entre nous nous nous étions par une chaîne et des liens auxquelles nous devons obéissance, moyen de satisfaire ces créanciers de la ville, si dignes d'intérêt et si [illegible] patients.

Nous souhaitons la bienvenue à nos successeurs, le maire et les administrateurs élus et nous les félicitons du témoignage de haute confiance qu'ils ont reçu de leurs concitoyens. Nous regrettons profondément que de nombreuses lois sur le remboursement des taxes impayées obligent de leur laisser beaucoup de dettes et qui [illegible] sur vide. Ils se heurteront tout d'abord à des embarras qui pour être combattus exigeront beaucoup d'efforts, beaucoup de temps et beaucoup de talent, mais nous espérons que la prochaine Assemblée générale supprimera quelques unes des plus tracles les plus sérieux contre lesquels le gouvernement de la ville a eu jusqu'à présent à lutter.

Aux propriétaires et aux électeurs, je jurerai que la Nouvelle Orléans fi doit beaucoup de temps encore pour la patience, la vaillance qu'ils n'ont invariablement témoignée comme citoyen et comme magistrat. Leur adhésion et leur générosité appuyé m'ont grandement encouragé, tandis que leurs conseils, en ce qui regarde l'administration des affaires de la ville, ont toujours été pour moi d'une grande valeur.

En quittant le poste qu'on m'avait assigné à la confiance de mes concitoyens, je tiens à leur exprimer ma reconnaissance pour la bienveillance avec laquelle ils m'ont toujours traité et pour l'indulgence dont ils ont fait preuve envers moi. Si quelque chose a pu me consoler dans les circonstances les plus difficiles, de la part de service fidèlement et de mon mieux, animé que j'étais du vif désir de travailler, tout à la fois pour eux, aux véritables intérêts de ma ville natale.

LOUIS A. WILTZ, Maire.

MESSAGE DU MAIRE LEEDS.

Messieurs du Conseil de ville :

Choisis par nos concitoyens pour administrer les affaires de cette ville, nous en prenons le contrôle dans des circonstances on ne peut plus embarrassantes. Cette communauté, autrefois si prospère, a subi des années de mauvais gouvernement et d'oppression, elle amenée sur l'abîme de la banqueroute. La propriété foncière est presque sans valeur réalisable, le commerce décline, les intérêts manufacturiers et industriels sont paralysés et toutes les classes succombent sous le poids de la dette publique.

L'intérêt de la dette publique et les dépenses courantes pour le soutien du gouvernement sont plus que le peuple ne peut payer, et la taxation équivaut maintenant à la confiscation actuelle de la propriété des citoyens. L'espérance du public attend de nous un soulagement immédiat, et la détresse de la population exige la réduction des frais aux palmes. Il faut que la taxation soit abaissée au plus bas taux possible, pour sauver notre ancienne prospérité et sauver la ville de la ruine qui la menace. Je sais que, sous l'empire des circonstances, qui ont enlevé en grande partie au Conseil le contrôle des affaires de la ville, il sera difficile, sinon impossible, d'opérer une réduction des taxes suffisante pour donner au public le soulagement dont il a besoin.

Ce sera notre devoir de nous adresser à la Législature pour l'adoption de la législation que demande la nature de la situation. La taxe du pare doit être abolie ; la taxe d'école doit être supprimée, où Pulaski-Institution des écoles publiques grandes à la ville, avec le contrôle des dépenses ; la police doit être placée entre les mains du gouvernement de la ville, et les dépenses d'inspection, de drainage et de pont doivent être réglées par le Conseil. En fait, toutes les lois puissant des dépenses d'argent à la ville sans le consentement de ces administrateurs doivent être rappelées.

Comptant que la Législature qui doit bientôt se réunir nous accordera l'aide demandé, je conseille, en attendant, de ne lever sur nos constituants aucune taxe inutile ou inopportune.

L'intérêt de la dette publique est maintenant si lourd qu'une taxe suffisante pour y faire face ainsi qu'aux dépenses courantes du gouvernement de la ville (même si celles-ci étaient réduites au plus bas chiffre possible) jointe à la taxe actuelle d'Etat, ne peut être collectée sans ruine pour les citoyens et sans la destruction qui s'en suivrait de la prospérité de la ville, attendu que ces taxes, dans mon opinion, dépasseront le montant du revenu net de la propriété imposée. Si on lève une taxe qui dépasse le revenu des citoyens, il faut qu'une partie du capital soit prise pour couvrir le déficit. Ceci diminuerait la production et ferait décroître la valeur de la propriété. Le capital, toujours timide, sera retiré pour être placé ailleurs et la population sera éloignée jusqu'à ce qu'il ne reste aux propriétaires et aux créanciers publics ainsi que des magasins et des entrepôts vides et des résidences désertes.

Il est évident qu'un point où nous sommes arrivés sur le chemin de la ruine, il est également de l'intérêt du citoyen et du créancier public d'aviser à quelque mode équitable d'alléger les fardeaux publics. Je recommande vivement ce sujet à votre attention.

Tandis que nous sommes ainsi forcés par la détresse de notre population de demander un soulagement aux créanciers publics, il convient que nous inaugurions un système de stricte économie dans chaque département. Tout emploi inutile devra être aboli, les salaires devront être réduits au point le plus bas que le permettra l'efficacité du service et toutes les achats faits aux taux les plus bas possibles.

Dans ce but, je conseille l'organisation de tous les départements de façon à réduire les dépenses. Tous les travaux qui ne sont pas d'une nécessité immédiate doivent être entièrement discontinués ou suspendus jusqu'à ce que la ville soit en état de les payer. Afin, néanmoins, d'opérer une réduction sensible dans les salaires ou dans le coût des achats pour la ville, un retours au paiement au comptant sera nécessaire, et nous devrons diriger tous nos efforts vers ce résultat.

En ce qui regarde la collection des taxes arriérées, je conseille une sage discrétion. Tandis qu'il peut y avoir beaucoup de contribuables qui sont à même de payer ces taxes, il y en a un bien plus grand nombre qui ne les ont pas payées parce qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire. Si la taxation avait été juste et équitable, si le taux avait été modéré sur un assessment loyal, un prompt paiement devrait être demandé à tout risque ; mais la taxe, comme on le sait, bien, est si excessive qu'elle équivaut, dans beaucoup de cas, à une confiscation absolue, et il n'est pas juste d'accorder l'indulgence que l'intérêt public justifiera lorsqu'il y aura impuissance à payer.

L'assessement des propriétés doit être fait sur la valeur réelle au comptant au moment de l'assessment. La mesure de la valeur doit être le prix pour lequel une propriété peut être vendue et non ce qu'elle peut avoir coûté. Il faut avoir soin d'assesser toutes les propriétés à la même valeur relative aussi approximativement que possible. Il ne devrait y avoir qu'un seul bureau d'assesseurs pour la ville et l'Etat. On éviterait par là de grandes dépenses et on obtiendrait plus d'uniformité. Une loi sera nécessaire pour atteindre ce résultat.

En ce qui concerne les licences, je conseillerai l'abandon de cette taxe sur toutes les professions d'une nature utile aussitôt que, dans votre opinion, les exigences publiques permettront un changement dans le système du revenu actuellement existant.

Je soumets à votre considération le point de savoir s'il ne serait pas de l'intérêt de la ville de louer ou de vendre les quais et les Waterworks avec les restrictions convenables, en faisant les redevances du quai et d'eau et en pourvoyant à l'extension et à l'approvisionnement d'eau aux portions de la ville non encore pourvues.

Il y a actuellement six régistres et leurs cours, ce qui entraîne une dépense inutile. Ce nombre pourrait sans détriment pour l'intérêt public être réduit à deux ou trois cours, et la législation nécessaire à cet effet devrait être demandée.

Deux sortes de fonctions vous sont imposées par la charte de la ville : des fonctions administratives et des fonctions législatives. Il y a une tendance à laisser absorber les secondes par les premières, de façon à rendre, dans la pratique, chaque administrateur, dans son département, indépendant du contrôle de ses collègues. Il faut éviter cela. Chacun doit se regarder, à un certain point, comme responsable de l'administration correspondit des affaires de tous les départements, et le Conseil comme corps doit décider du cours des affaires importantes surtout des dépenses, comme si les devoirs administratifs étaient remplis par ceux qui ne sont pas membres du Conseil. Tous les sujets d'administration doivent être débattus en séance publique du Conseil et on doit éviter les réunions secrètes en séance général. Nos constituants ont le droit de connaître les raisons qui ont déterminé leurs représentants dans leur législation.

J'appelle votre attention sur une vente qui doit avoir lieu dans quelques jours et durera sans doute plusieurs jours de la ville, à la barre et aux enchères à venir. Il sera bon de vérifier immédiatement quels sont les droits de la ville dans cette affaire, attendu qu'une mesure immédiate sera nécessaire si vous jugez convenable de préserver ce droit.

J'espère pleinement qu'en bon vouloir et sans parti pris cordial de nos prédécesseurs, entre dans l'accomplissement de notre tâche avec la résolution de surmonter les difficultés de la situation, en reconnaissant le fait que bien que nous puissions être hors d'état d'apporter un soulagement, et tendu à nos concitoyens surchargés, beaucoup peut être fait pour alléger leur condition par une administration honnête, intelligente et économique de leurs affaires.

En terminant, messieurs, je vous [illegible] dera votre bienveillante assistance dans la position difficile à laquelle j'ai été appelé par le choix de mes concitoyens.

C. J. LEEDS, Maire.
Nlle-Orléans, 29 novembre 1874.

AUX CONTRIBUABLES ET AUX CITOYENS DE LA NOUVELLE ORLEANS.

Conformément à votre désir, exprimé à votre dernière réunion, et à votre volonté exprimée et hautement au scrutin, le second jour de novembre, nous avons assumé le contrôle de l'administration de la ville.

Nous sommes, entourés de difficultés d'une nature peu ordinaire. Nous avons des engagements, des travaux, des besoins, qui n'ont pas été payés depuis des mois ; le département de l'incendie, réduit presque à la banqueroute, est à la ville de ce qu'est à ses opérations ; nous connaissons exactement la ville pour en avoir été membres du Conseil ; nous connaissons les créanciers mécontents et les besoins de la cité.

Nous croyons consciencieusement qu'il n'est pas inutile de nous adresser à vous pour obtenir votre soutien moral et promettre par lequel nous nos efforts pour rétablir le crédit de la ville ne peuvent aboutir à rien.

La déprédation du papier de la ville ne peut pas être attribuée à la dépravation de personne puisque de la longtemps fait des paiements d'intérêt du plus qu'elle pouvait.

Tout en étant forcés de fixer un budget et de prélever une taxe d'après les lois qui existaient, nous avons des raisons pour croire que la Législature viendra à notre secours et nous permettra de modifier considérablement nos estimations, nous soulageant ainsi du poids trop lourd qui pèse actuellement sur nous.

E. PILSBURY, Président.
E. A. BURKE,
J. O. LANDRY.

L'ENCAISSE METALLIQUE DES BANQUES EUROPEENNES.—Voici le relevé récent de l'encaisse métallique des principales banques de l'Europe au 1er novembre :

La Banque de France avait	671	millions.
" d'Angleterre	127	"
" de Russie	120	"
" de Prusse	108	"
" d'Autriche	100	"
" de Hollande	270	"
" d'Italie	125	"
" de Belgique	96	"
" d'Espagne	61	"
" de Francfort	10	"
Total,	3,036	millions

Il y a 260 lots s'élevant à $70,400
Dans la Loterie de la Louisiane.
Il y a 200 lots s'élevant à $70,400
Dans la Loterie de la Louisiane.
Il y a 260 lots s'élevant à $70,400
Dans la Loterie de la Louisiane.
Il y a 260 lots s'élevant à $70,400
Dans la Loterie de la Louisiane.
Il y a 200 lots s'élevant à $70,400
Dans la Loterie de la Louisiane.

4d.

PHILOSOPHIE.—Quand le docteur Sangrado trouvait que ses malades étaient faibles, il leur donnait de l'eau de gruau. Quand ils devenaient plus faibles, il les saignait et les donnait du calomel et du jalap, tel était sans nul doute le traitement qui précédait immédiatement l'épuisement de ceux qui sont encore assez forts pour résister à la médecine, à la misère et à la maladie. Le meilleur général n'emploie cependant que dans le cas le débilité et de débilité prématurée, le "Life restorer Stomach Bitters", seul tonique vraiment vivifiant. Ce tonique est puissant et ne fait aucun mal. Mais il fait plus que de restaurer la force, il régle et purifie, pendant qu'il